

La philanthropie mondiale et la
coopération internationale

Guide des tendances et enjeux

Préparé par Betty Plewes, pour le
Conseil canadien pour la coopération internationale

Décembre 2008

PRÉFACE

En 2007, à la demande de *The Philanthropist*, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) a rédigé un texte intitulé *Fondations canadiennes et tendances philanthropiques internationales — Ouverture sur le monde*. Dans la foulée, le CCCI a organisé pour ses membres deux échanges avec des fondations canadiennes qui accordent des octrois internationaux. Le présent texte continue d'explorer les thématiques soulevées lors de ces échanges.

Introduction	4
A. Qu'est-ce que la philanthropie mondiale?	5
B. La coopération internationale	5
a. Les bailleurs de fonds bilatéraux	5
b. Les organisations de la société civile	6
C. Les tendances de la philanthropie mondiale	6
a. La croissance de la philanthropie dans le Sud	6
i. Philanthropes et fondations	7
ii. Les envois de fonds	7
b. Le modèle d'affaire et la philanthropie	8
c. Les fondations étasuniennes	10
d. La responsabilité sociale des entreprises	11
e. Le philanthrocapitalisme : débat	11
f. La philanthropie électronique	14
g. Le réseautage social	15
h. Tendances chez les donateurs	15
i. Les organisations de femmes	16
D. Le contexte au Canada	16
E. Les implications pour les OSC canadiennes	17
F. Références choisies	19
Annexe A – Définitions	21

LA PHILANTHROPIE MONDIALE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE : GUIDE DES TENDANCES ET ENJEUX

INTRODUCTION

Ces dix dernières années, l'arrivée d'acteurs nouveaux et de façons différentes d'approcher la lutte contre la pauvreté dans le monde a changé l'allure du développement international. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, le développement international était principalement financé par les 23 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui fournissaient l'essentiel des fonds; un groupe de grands organismes non-gouvernementaux (ONG) transnationaux; des organismes de la société civile, plus petits mais plus nombreux; et un ensemble de fondations surtout étasuniennes et européennes.

Parmi les nouveaux acteurs, se démarquent ceux que l'on appelle les méga-philanthropes, de riches hommes d'affaires qui ont fait fortune dans les technologies et les finances et qui ont élaboré de nouveaux projets impliquant des sommes d'argent importantes. Les médias se sont particulièrement intéressés à ce phénomène au point de créer une sorte de boum médiatique : jamais les enjeux de la pauvreté et du changement climatique n'avaient reçu une telle attention. Les célébrités du monde du divertissement et de la politique – Bono, Bill Clinton – ont suscité un nouvel engouement pour les enjeux mondiaux. Si la plupart des méga-philanthropes sont d'Europe et d'Amérique du Nord, les nouvelles fortunes font surgir des philanthropes partout dans le monde. La philanthropie mondiale donne aussi lieu à de nouvelles tendances majeures : la croissance des sommes versées par les diasporas vivant en Europe et en Amérique du Nord; la croissance des institutions philanthropiques dans le Sud; le développement de la philanthropie électronique; et l'émergence d'un public mondial. En outre, les bailleurs de fonds bilatéraux sont en plein essor, quelque 29 nouveaux pays s'ajoutant à leur nombre.

Nous explorons ci-après les tendances de la philanthropie mondiale et leurs implications pour les autres acteurs, en particulier les organisations de la société civile (OSC) qui œuvrent dans le domaine de la coopération internationale.

Nous sommes en pleine crise économique mondiale. Elle aura des implications majeures sur le développement, sur l'économie des pays du Sud, sur les pauvres chez nous et à l'étranger, et sur l'aide étrangère et la philanthropie, tant chez les petits bailleurs de fonds que chez les plus grands. Quelles seront les implications de cette effervescence? Il est trop tôt pour le dire, mais, dans un discours prononcé en novembre dernier, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a dit ceci :

Nous pouvons déjà prédire que le développement chez les populations les plus pauvres pourrait être considérablement affecté. Selon l'OIT, la crise financière réduira 20 millions de travailleurs au chômage, pendant que 40 millions de personnes franchiront le seuil de la pauvreté extrême. Si l'on

ajoute à ces chiffres les effets dévastateurs de la crise des aliments et du carburant, l'on se retrouve avec une « triple crise » qui pourrait anéantir le progrès de développement réalisé sur une période de plus de six ans¹.

Chaque jour, on nous rapporte l'histoire de fondations dont la richesse s'amenuise et les inquiétudes des dirigeants du secteur bénévole face aux réductions des dons publics.

A. QU'EST-CE QUE LA PHILANTHROPIE MONDIALE?

La philanthropie mondiale renvoie au nombre grandissant d'organisations philanthropiques et de philanthropes dans le monde, ainsi qu'à la tendance de ces derniers à s'attaquer toujours davantage à des enjeux mondiaux tels que la pauvreté et le changement climatique.

Traditionnellement, la philanthropie était l'œuvre des riches qui donnaient d'importantes sommes à des causes sociales. Aujourd'hui, elle se fait plus englobante et se traduit, outre les dons d'argent, par le don de biens, de compétences, de services et de temps utilisés à favoriser le mieux-être des populations. Elle comprend les dons majeurs de particuliers mais aussi les dons plus modestes versés par de très nombreux individus. En fait, la philanthropie provient surtout des particuliers²; au-delà des donateurs traditionnels, elle s'étend à de nouveaux pays et de nouvelles populations.

La philanthropie du 21^e siècle est beaucoup plus diversifiée sur le plan ethnique, et peut compter sur l'apport des hommes et des femmes. Elle n'est plus réservée aux Anglo-Saxons à la retraite. Elle rajeunit et est de moins en moins la préparation d'un legs à la postérité que l'on réserve pour la retraite³.

B. LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Jusqu'à dernièrement, le développement international était financé principalement par les bailleurs de fonds bilatéraux, par les ONG et leurs donateurs, et par les fondations.

a. Les bailleurs de fonds bilatéraux

Les 23 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – bailleurs de fonds traditionnels de l'aide – sont bien établis; l'aide au développement officielle (ADO) joue un rôle relativement bien connu et bien documenté dans l'action sur les enjeux mondiaux. Le réseau d'ONG *Reality of Aid*, dirigé depuis le Sud et qui analyse le flux et les effets de l'aide, conclut dans son rapport 2008 que la quantité et la qualité de l'aide n'arrivent pas à faire

¹ Déclaration du Secrétaire général de la CNUCED, Conseil sur le commerce et le développement, Exécutif, 13 novembre 2008.

² Michael Edwards, *Just Another Emperor?*, p. 22, http://www.justanotheremperor.org/edwards_WEB.pdf

³ Olga Alexeeva, "New philanthropy: a micro-world of busy youngsters", *Alliance Magazine* <http://www.alliancemagazine.org/node/967>

reculer la pauvreté dans le monde. Le CCCI, membre de ce réseau au Canada, analyse le rendement de l'aide canadienne et participe à l'analyse des tendances de l'ADO dans le monde. En 2007, l'ADO a atteint environ 81 milliards \$US au total, selon le rapport. Depuis 2005 et en dépit des nombreuses promesses, il demeure à 0,22 pour cent du revenu national brut (RNB). Globalement, les dépenses en aide publique stagnent. C'est le cas également au Canada où aucune augmentation des dépenses d'aide n'est prévue après 2010. Par contre, 29 autres pays versent aujourd'hui une aide au développement qui, en 2005, s'est élevée à environ 8 milliards \$⁴. Parmi ces nouveaux donateurs, l'un des plus importants est la Chine, dont l'aide dépasse aujourd'hui celle de l'Australie.

b. La société civile

Au Canada, quelque 12 000 organisations caritatives appuient à l'étranger (Europe et Israël inclus) des activités d'ordre religieux, éducatif, artistique, humanitaire et de développement. Combien s'occupent de développement international? On ne le sait pas exactement. L'ACDI dit avoir 750 partenaires et estime que, outre ses subventions, les organisations de la société civile recueillent environ 700 millions \$ par année pour les activités de développement.

C. LES TENDANCES DE LA PHILANTHROPIE MONDIALE

a. La croissance de la philanthropie dans le Sud

Bien que l'on associe souvent la philanthropie aux pays industrialisés du Nord, il y a des traditions de sollicitude, de don et de soutien communautaires dans le monde entier. On a observé récemment une augmentation de la philanthropie formelle dans les pays du Sud, où le nombre des particuliers philanthropes et des nouveaux projets et institutions augmente. Certains reçoivent l'appui de fondations privées du Nord, ou du réseau en expansion des fondations communautaires; d'autres sont mis sur pied par de riches hommes d'affaires et entreprises locales.

En Afrique, les fondations mises sur pied par de riches particuliers, d'anciens chefs d'État ou des célébrités du monde des arts et du sport, augmentent en nombre, semant l'espoir qu'à long terme plus de ressources puissent être mobilisées au sein même de l'Afrique⁵.

Le Soudanais Mo Ibrahim illustre bien cette réalité. Avec une partie de la fortune tirée de la vente de sa compagnie de téléphonie cellulaire Celtel, il a créé une fondation centrée sur la bonne gouvernance, principal facteur, à ses yeux, de l'élimination de la pauvreté et de la promotion du développement. Chaque année, la fondation produit un Indice de gouvernance africaine et décerne à un ancien chef d'État le Prix du leadership africain. Et grâce à ses bourses, de jeunes leaders africains peuvent étudier dans des institutions en Afrique et au Royaume-Uni – ainsi, 40 femmes de plus ont pu s'inscrire à l'université du Nord-Soudan.

⁴ Homi Kharas, *The New Reality of Aid*, p.7, <http://www3.brookings.edu/global/aspden/2007kharas.pdf>

⁵ Bhekinkosi Moyo, *Can the new African foundations level the playing field?* <http://www.alliancemagazine.org/node/1445>

La TrustAfrica et le *African Women's Development Fund* (AWDF) illustrent deux autres types de fondation. La première, appuyée par la fondation Ford, fait la promotion des conditions de la démocratie et du développement équitable, et offre un programme axé sur la philanthropie africaine⁶. L'AWDF – une initiative de collecte de fonds et de subventions mise sur pied par trois Africaines – appuie le mouvement des femmes en Afrique⁷. Les fondateurs espèrent que la création des fondations africaines réduira la dépendance face aux bailleurs de fonds du Nord, et fera mieux entendre la voix des Africains dans la détermination des priorités de développement pour le continent.

i. Philanthropes et fondations

Il émerge de nouvelles fondations partout dans le monde. En Colombie, la fondation Alvar Alice⁸ finance l'organisme *Paz y Bien*, qui accompagne les jeunes victimes de la violence urbaine et des déplacements forcés. La fondation Dalit, fondée en 2003 puis établie à New Delhi, œuvre à l'élimination de la discrimination par les castes dans le sous-continent indien.

Le réseau des fondations communautaires grandit aussi dans le Sud, notamment en Afrique et en Thaïlande où l'on note une croissance de l'activité philanthropique à laquelle ont contribué les Worldwide Initiatives for Global Support (WINGS), avec les fonds de la Banque mondiale et de fondations étasuniennes, et avec les dons versés par des gens de classe moyenne et de riches particuliers de chaque pays⁹.

Au Canada, les fondations communautaires notent que leurs donateurs sont plus nombreux à vouloir contribuer à la fois à l'échelle locale et mondiale. Cela se vérifie en particulier dans les communautés de diaspora. Voyant cela, les Fondations communautaires du Canada (FCC) mettent au point une modalité parallèle de subvention mondiale destinée au réseau mondial grandissant des fondations communautaires. Au Canada, ces fondations sentent déjà les effets de la crise financière. La plus grande fondation communautaire, celle de Vancouver, a perdu 100 millions \$¹⁰ et a annoncé une réduction de ses octrois en 2009. La fondation communautaire d'Ottawa ne versera aucune nouvelle subvention en 2009.

ii. Les envois de fonds

Les travailleurs migrants ont toujours envoyé de l'argent pour aider leurs familles. Or, le nombre de migrants allant en s'accroissant, la technologie facilitant les transferts financiers et la collecte des données, on note un intérêt croissant pour les envois de fonds comme moyen potentiel de développement. Les flux enregistrés des fonds envoyés dans les pays en développement ont atteint 283 milliards \$ en 2008, estime-t-on, soit 6,7 pour cent de plus que les 265 milliards \$ envoyés en 2007, dépassant le flux de l'aide officielle dans plusieurs

⁶ <http://www.trustafrica.org/>

⁷ <http://awdf.org/web/index.php/about-awdf/brief-history>

⁸ <http://www.alvaralice.org/pages/content.php?id=who&l=en>

⁹ http://www.wingsweb.org/information/publications_community_2005summary.cfm

¹⁰ <http://www.cbc.ca/canada/british-columbia/story/2008/10/24/bc-charity-dollars-loss.html>

pays¹¹. Les principaux pays à recevoir les envois de fonds sont l'Inde, le Mexique, la Chine et les Philippines. L'argent va principalement aux familles, mais des sommes toujours plus grandes sont versées collectivement pour la résolution de problèmes communautaires. Les gouvernements de ces pays y trouvent aussi une source importante de devises. Dans les pays de résidence, les collectivités de migrants ont formé des associations, dont l'une des finalités est souvent de fournir un appui à leur ville, État ou région d'origine. Les plus connues sont les *Home Town Associations*, formées par les Mexicains résidant aux États-Unis. En 2004, plus de 600 de ces associations réparties dans 30 villes étasuniennes ont mis en commun des fonds pour activités dans le pays d'origine, et elles ont obtenu l'appui financier des états et du gouvernement fédéral¹².

Le lien entre les diasporas et leur communauté d'origine va au-delà des envois de fonds et englobe d'autres formes d'investissement économique et social. Des particuliers ont en outre créé des ONG qui s'occupent de problématiques plus larges dans leurs pays. Ainsi, la *Sierra Leone War Trust for Children*, fondée par les Sierra-Léonais habitant au Royaume-Uni, aide les enfants affectés par la guerre au Sierra Leone; et aux États-Unis, l'*American India Foundation* mobilise des gens et des ressources pour contribuer au changement économique et social en Inde¹³.

En 2006, les fonds en provenance du Canada ont totalisé 6,8 milliards \$, soit la deuxième plus importante sortie de fonds après celle venant des États-Unis. La plupart de ces fonds sont allés aux Philippines et en Haïti¹⁴. L'activité des diasporas vivant au Canada, telles que les associations de Philippins du Canada¹⁵, est de plus en plus documentée. Selon l'*Index of Global Philanthropy*, le ralentissement économique aux États-Unis aurait entraîné une baisse des envois de fonds en 2007, ce qui s'explique par le fait que certains migrants sont rentrés chez eux, ou que d'autres ont envoyé moins d'argent, et que, de surcroît, les fonds envoyés avaient moins de valeur après conversion. La crise économique actuelle ne fera qu'exacerber cette tendance.

b. Le modèle d'affaire et la philanthropie

Les philanthropes qui ont réellement retenu l'attention et qui ont suscité le plus de débats sont ceux que l'on nomme « méga-philanthropes » ou « philanthrocapitalistes » comme Bill Gates, George Soros, Warren Buffet, Jeff Skoll ou Pierre et Pam Omidyar. Ces nouveaux philanthropes, presque exclusivement des hommes¹⁶, ont fait fortune dans la finance ou les technologies de l'information et s'adonnent à leur activité philanthropique avec la même

¹¹ <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,,contentMDK:21122856~isCURL:Y~menuPK:3145470~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html>

¹² http://findarticles.com/p/articles/mi_m0EIN/is_2004_Nov_10/ai_n6340602

¹³ <http://www.aifoundation.org/default.htm>

¹⁴ <http://ezinearticles.com/?Remittance-Trends-in-Canada&id=1448381>.

¹⁵ <http://www.filipinodiasporagiving.org/Attached%20files/Migrant%20philanthropy%20in%20Canada-Silva.pdf>

¹⁶ Dans une interview avec le magazine *Alliance*, Charles Handy note qu'il y a relativement peu de femmes riches indépendantes, et qu'elles sont peu nombreuses à avoir mis sur pied leurs propres organisations.

énergie, la même confiance et selon la même approche que celles qui ont assuré le succès de leur entreprise. Pour les philanthropes et les fondations, la philanthropie d'entreprise – ou philanthrocapitalisme ou entrepreneuriat social – consiste à appliquer les pratiques commerciales et d'affaires à la réalisation de leur mission sociale. Résultat : un mélange de valeurs philanthropiques à vocation sociale et d'approches d'entreprise où prévalent l'engagement direct, l'innovation, la résolution de problèmes, l'efficacité, les retombées, la mesure des résultats et la recherche d'un effet de levier. Parmi les nouveaux philanthropes, plusieurs sont des Américains, qui versent une partie de leur richesse à des causes aux États-Unis. Or, ce qui fait les manchettes, ce sont leurs initiatives pour s'attaquer aux problèmes les plus difficiles, à savoir ceux liés à l'environnement et à la pauvreté dans le monde. Il en a résulté une profusion de nouvelles initiatives : fondations, nouvelles institutions, partenariats, conférences, prix, événements et bourses de recherche. Non seulement les praticiens suivent-ils eux-mêmes l'approche, mais ils sont confiants qu'elle comporte des leçons valables pour d'autres dans le domaine.

Parmi les fondations qui préconisent cette approche plus entrepreneuriale de la résolution des problèmes mondiaux, citons les plus connues soit la fondation Bill et Melinda Gates, et la fondation William J. Clinton.

La fondation Gates, en raison de sa taille et de la réputation internationale de son fondateur, est dans une classe à part. En 2006, l'actif de la fondation était évalué à environ 34,6 milliards \$US¹⁷. La loi qui régit les organisations caritatives aux États-Unis stipule que ces dernières doivent donner, chaque année, au moins 5 pour cent de leur actif, soit environ 1,5 milliard \$ par année dans le cas de la fondation Gates. Bill Gates s'est beaucoup investi dans ce qu'on appelle les « fonds verticaux », en particulier le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. D'ailleurs, sa fondation alloue plus de fonds à la santé que ne le fait l'Organisation mondiale de la santé.

La démarche

- Résoudre les problèmes
- Prendre des risques, encourager l'innovation
- Gérer la structure organisationnelle
- Attirer l'attention des médias sur les objectifs
- Évaluer les résultats
- Provoquer un effet de levier

Bill Clinton n'a pas une grande fortune, mais il a un pouvoir de convocation. En septembre dernier, l'assemblée annuelle de la Clinton Global Initiative a attiré 45 PDG d'entreprises mondiales, 60 chefs d'État, de très nombreux leaders de causes diverses et même quelques personnalités de Hollywood, qui ont engagé, au final, près de 8 milliards \$ pour de nouveaux projets¹⁸. Le véhicule de l'activité philanthropique de M. Clinton est la fondation William J. Clinton, qui a pour mission de renforcer la capacité des gens dans le monde à

¹⁷ Selon *The Seattle Times*, la fondation avait un fonds de dotation évalué à 35,1 milliards \$ au 1^{er} octobre 2008, soit 800 millions \$ de moins qu'en juin.

¹⁸ <http://causeglobal.blogspot.com/>

relever les défis de l'interdépendance globale. Selon l'un des anciens collègues de Clinton, ce dernier souhaite réorienter les pratiques commerciales et la culture d'entreprise vers la résolution des problèmes mondiaux – et il espère, du même coup, réinventer la philanthropie¹⁹.

Ces hommes se voient comme des entrepreneurs sociaux, appliquant au secteur social les approches de résolution de problèmes qu'ils ont utilisées pour gérer leurs entreprises. Le Canadien Jeff Skoll, ex-PDG de eBay et l'un des plus fervents promoteurs de l'entrepreneuriat social, a créé et préside la fondation Skoll qui verse 40 millions \$ en subventions chaque année. Sa mission : faire avancer un changement systémique qui bénéficie aux collectivités partout dans le monde, en créant des liens entre les entrepreneurs sociaux, en investissant dans leurs projets et en rendant hommage à leur contribution. Il fait cela en appuyant divers prix et recherches, en créant des réseaux en ligne et en subventionnant d'autres organisations qui font avancer l'entrepreneuriat social. Ce nouveau type d'engagement se caractérise aussi par l'entrée en scène de célébrités, parmi lesquelles on compte Bono, Matt Dillon et Angelina Jolie. Les célébrités n'en sont certes pas à leur premier engagement, mais, quand on combine argent, Internet et savoir-faire en marketing, on attire l'attention des médias et l'on rejoint une portion plus large du public.

c. Les fondations étasuniennes

Aux États-Unis, le secteur des fondations est bien établi et il consacre des sommes considérables aux programmes internationaux. En 2004, même en excluant la fondation Gates qui a donné 1,4 milliard \$, sept fondations ont accordé chacune plus de 50 millions \$ en subventions internationales. De 2002 à 2005, les sommes accordées aux dons internationaux ont crû de 12 pour cent, atteignant 3,8 milliards \$, alors que dans l'ensemble les dons augmentaient de seulement 2 pour cent. Pendant que l'on remarque un déclin dans d'autres domaines, cette croissance est en bonne partie attribuable aux sommes considérables versées par les fondations Gates et Moore. Même si des commentateurs étaient d'avis que l'engagement philanthropique privé risquait de devancer l'aide au développement officielle, Witte et Marten affirment qu'une analyse plus approfondie montre qu'il est peu probable que cela se produise. Ces derniers soutiennent également que la fondation Gates est une anomalie dans le monde des fondations, et qu'en raison de sa taille, il faut plutôt la considérer, en soi, comme un moteur important de développement²⁰.

L'approche entrepreneuriale des nouveaux philanthropes a marqué l'ensemble de la culture des fondations aux États-Unis. Ces dix dernières années, remarquent Witte et Marten, les fondations semblent avoir montré une préférence pour les initiatives mondiales, particulièrement les programmes à organisation verticale²¹ mis sur pied dans le but de

¹⁹ <http://www.theatlantic.com/doc/200710/clinton-foundation>

²⁰ Marten et Witte, p.

12, http://www.gppi.net/fileadmin/gppi/GPPiRP10_Transforming_Development_20080526final.pdf

²¹ *ibid.*

contrer des maladies spécifiques. Le cas le plus cité est le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme²² – le plus grand bailleur de fonds multilatéral au monde dans le domaine de la santé – qui prévoit déboursier 8 milliards \$ annuellement d'ici 2010. Considérant l'ampleur de leurs ressources, plaident certains critiques, de tels fonds pourraient avoir un effet malencontreux, celui de miner les systèmes de santé plus larges, à organisation horizontale, conçus pour traiter les problèmes de santé sous toutes ses formes.

Il y a également la Global Alliance for Vaccines and Immunization (GAVI), ainsi que la Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). Ces initiatives sont-elles efficaces? Le débat se poursuit. D'une part l'on rappelle l'efficacité de la campagne en vue d'éliminer la variole; d'autre part l'on craint que ces initiatives ne monopolisent des ressources qui pourraient servir à enrayer des maladies qui font autant ou même plus de ravages²³. Les critiques soulèvent aussi les questions de gouvernance et demandent s'il ne faudrait pas imaginer de nouveaux modèles pour encadrer ces initiatives.

L'alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA), dotée d'un fonds de 150 millions \$, a été mise sur pied par les fondations Rockefeller et Gates, qui en ont confié la direction à Kofi Annan. À la conférence de Grantmakers Without Borders, tenue en juin 2007, un panel a tenu un débat sur les mérites de l'approche. Mamadou Goita, Directeur général de l'Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD), faisait partie du panel. Quand il est question de l'avenir de l'Afrique, la tendance est à l'absence d'Africains dans la salle. « Il est important que je sois ici, a-t-il dit. Ceux qui ont pris la parole plus tôt ont dit que l'AGRA était dirigée par des Africains. Où voit-on cela? Quarante-vingt pour cent des producteurs ruraux du Mali sont organisés, et ils ont dit *non* à l'AGRA lors du Forum social mondial et du Forum sur la souveraineté alimentaire. »

d. La responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Le secteur des entreprises a lui aussi étendu ses activités philanthropiques, souvent regroupées sous la bannière de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La RSE prend diverses formes : intégration d'une dimension éthique au cœur de l'entreprise; provision de biens et de services aux pauvres; création d'initiatives philanthropiques spécifiques (tel un fonds social pour sociétés minières); ou création d'un produit dont une partie des profits sont alloués à un problème précis, par exemple Product Red.

e. Le philanthrocapitalisme : débat

Le mélange des affaires avec les valeurs et approches sociales dans le but de s'attaquer à des enjeux sociaux est un phénomène qui suscite un débat animé entre ses supporters et ses détracteurs, soulevant les questions de la reddition de comptes, du partage des rôles entre les civils et l'État et entre la société et le marché, sans compter les différentes théories sur le changement. Matthew Bishop, rédacteur principal à *The Economist*, a

²² <http://www.theglobalfund.org/fr/?lang=fr>

²³ http://www.ft.com/cms/s/0/2318ea9c-6d60-11dc-ab19-0000779fd2ac.html?nclick_check=1

imaginé en 2006 le terme philanthrocapitalisme, dont il établit le bien-fondé dans son livre *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World*²⁴. Bien que Bishop connaisse l'importance des rôles joués par l'État et la société civile, il croit que les philanthrocapitalistes, qu'il considère comme des « hyper agents », sont en mesure de faire des choses essentielles mieux que quiconque, et ce, pour trois raisons :

- ils n'ont pas à faire face régulièrement à des élections, contrairement aux politiciens;
- ils n'ont pas à répondre aux actionnaires qui exigent des profits; et
- ils n'ont pas à consacrer temps et argent pour recueillir de l'argent, comme doivent le faire les ONG.

Ils sont donc plus libres de planifier à long terme, d'essayer des idées nouvelles et risquées, et de déployer rapidement des ressources lorsque la situation l'exige²⁵.

À l'heure où les dépenses gouvernementales en matière de causes sociales suscitent de la résistance, leurs dons ciblés pourraient constituer la plus grande force de changement sociétal de notre monde en même temps qu'une source de controverse politique²⁶.

En novembre 2008, alors que l'on sentait déjà les effets de la crise économique, Bishop écrivait dans *The New York Times* :

Les philanthrocapitalistes n'ignorent pas qu'il n'y a pas de meilleurs moments que l'entrée en poste d'une nouvelle administration qui s'est clairement engagée à changer les choses pour inciter le gouvernement à financer les causes sociales²⁷.

La critique la plus connue est celle de Michael Edwards, dans *Just Another Emperor: The Myths and Realities of Philanthrocapitalism*²⁸. L'auteur y examine, à partir d'une perspective plus large, la théorie de cette nouvelle approche et ses effets dans la société civile. Son livre a suscité beaucoup de débat notamment sur le blogue très dynamique du site du Global Philanthropy Forum²⁹. Michael Edwards soulève quatre points importants :

- Le battage entourant le philanthrocapitalisme crée des attentes qui vont bien au-delà des résultats qu'il peut produire concrètement.

²⁴ Pour une intéressante revue du livre de Phil Buchanan, du Center for Effective Philanthropy, allez dans <http://philanthropy.com/news/updates/5948/book-review-business-should-learn-from-charities-not-vice-versa>

²⁵ Bishop p. 12

²⁶ Bishop, <http://www.philanthrocapitalism.net/?Synopsis>

²⁷ http://www.nytimes.com/2008/11/11/giving/11MARKET.html?_r=3&ref=giving&oref=slogin

²⁸ http://www.justanotheremperor.org/edwards_WEB.pdf

²⁹ <http://philanthropyforum.blogspot.com/2008/05/democratic-leaders-lean-on.html?showComment=1216479120000>

- La concentration croissante de la richesse et du pouvoir chez les philanthrocapitalistes est malsaine pour la démocratie.
- Le recours à la pensée d'affaires mercantile peut nuire à la société civile, qui est le creuset de la politique démocratique et de la transformation sociale.
- Le philanthrocapitalisme est en partie symptomatique d'un monde profondément inégal.

« Dans la documentation sur la philanthropie d'entreprise et l'entreprise sociale, note Edwards, la voix des gens à faible revenu ou autrement marginalisés est presque totalement absente de cette dynamique où ils sont toujours les témoins passifs de mesures que d'autres ont planifiées et mises en œuvre pour eux. » Il remarque également un discours sous-jacent au débat, qui exprime une déception sans équivoque face aux réalisations des organismes de la société civile, que l'on qualifie « d'amateurs » dont les projets sont « minés par le manque d'organisation », ce qui va à l'encontre des valeurs entrepreneuriales³⁰.

Il est utile de lire également *Making Poverty History: How Activists, Philanthropists and the Public are Changing Global Development*, l'essai qui présente les échanges de la table ronde Brookings Blum, de 2007³¹ : « Le lieu où convergent valeur sociale et valeur de marché suscite un intérêt particulier; cela s'explique en partie par la réaction favorable des nouvelles générations de donateurs, et par le fait que l'on reconnaît les limites des approches descendantes. » Mais il est trop tôt pour dire si ces entreprises sociales et ces approches mixtes évolueront vers des modèles viables pour contrer la pauvreté.

*Si l'humanité doit l'emporter dans la lutte contre la pauvreté mondiale, alors les hommes et les femmes des pays en développement doivent en être les acteurs principaux et les mieux habilités. Ils doivent disposer de plus de choix et être associés de plus près aux décisions qui les touchent*³².

Le même essai souligne les nouvelles questions de reddition de compte et de participation démocratique que soulèvent l'ensemble des nouveaux acteurs et la croissance éblouissante du volume de leurs ressources. Qui détermine les priorités des programmes, et comment ceux à qui sont destinés ces programmes les façonnent, et font le suivi des résultats? Qu'en est-il des institutions qui n'ont pas à rendre compte publiquement, et qui ne sont pas aussi transparentes qu'elles le pourraient? Quel impact leurs initiatives ont-elles sur la politique

³⁰ Edwards p. 50

³¹ http://www.brookings.edu/reports/2008/~media/Files/rc/reports/2008/02_global_development_brainard/02_global_development_brainard.pdf

³² Brainerd p. 7

générale? Pour Simon Zadek, ces nouveaux partenariats et institutions exigent de nouvelles formes de reddition de compte et de nouveaux mécanismes de gouvernance³³.

La plupart des OSC conviennent que les solutions aux problèmes mondiaux impliqueront l'État, le secteur privé et la société civile. Ce qu'il faut, c'est définir les rôles et des relations qui conviendront à chaque secteur. Les philanthrocapitalistes semblent considérer l'application de l'approche d'entreprise aux enjeux sociaux comme le moyen, nouveau et novateur, de résoudre les problèmes sociaux. Beaucoup reconnaissent que les nouvelles ressources sont importantes et qu'il y a beaucoup à apprendre des nouvelles approches, mais... Mais à leur avis, la société civile a un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation sociale et politique qui permettra de s'attaquer aux inégalités sociales, et qui se prête mal aux approches d'affaires. La collaboration entre la société civile et le secteur privé ou l'État, contribuerait plus que l'approche mixte à préserver le rôle majeur de la société civile, selon Edwards. Son ouvrage se termine par un appel en faveur d'un nouveau dialogue qui rassemblerait les différents et nombreux acteurs engagés dans le changement social.

Bien que le philanthrocapitalisme fasse l'objet de tout un battage, surtout de la part des médias, un grand nombre de ses praticiens font ce qu'ils peuvent pour en maximiser les retombées, et ils sont prêts à apprendre ainsi qu'à mettre en œuvre les approches préalablement éprouvées. Comme il a été dit à la table ronde : « Il reste encore à savoir si les agents de ce nouveau mode d'échange en développement sauront produire de meilleurs résultats. » Dans quelques cercles, l'on craint qu'en cas d'échec,

ces agents soient accueillis avec apathie et cynisme. Inspirés par une approche trop ciblée, ils pourraient priver de fonds le secteur traditionnel des organisations à but non lucratif, pourtant très important, pour se cantonner dans le monde restreint d'entrepreneurs sociaux, qui ont un impact limité³⁴.

f. La philanthropie électronique

Les nouvelles technologies de l'information aident la philanthropie. Comment? En facilitant la participation, la connexion et l'auto-organisation des donateurs, et la création de moyens sur mesure pour les approcher³⁵. Les organisations sont capables d'offrir, par l'entremise de leur site Web, des modalités sûres de don en ligne. Le portail de l'organisation caritative publique CanaDon, par exemple, offre la possibilité de verser un don à 80 000 organisations caritatives du Canada.

Les nouveaux sites, tel KIVA³⁶ fondé en 2005, tiennent compte des préférences du donateur qui veut se relier plus directement à ceux qu'il appuie. La petite entreprise enregistrée

³³ Brainerd p. 29

³⁴ <http://www.alliancemagazine.org/node/967>

³⁵ <http://www.greenstar.org/e-philanthropy/>

³⁶ <http://www.kiva.org/>

auprès d'une institution locale de microcrédit peut s'afficher sur le Web; le prêteur peut parcourir les profils d'entreprise et choisir celle dans laquelle il désire investir. En date de février 2008, près de 22 millions \$ avaient ainsi été engagés dans 32 824 prêts à des entreprises. Les prêteurs sont invités à donner une somme équivalant à 10 pour cent pour couvrir les frais de fonctionnement. La MicroPlace de eBay fonctionne de façon similaire, sauf que l'on peut y acheter des titres qui servent à financer des prêts à des institutions prêteuses, et obtenir un retour sur son investissement.

g. Le réseautage social

L'Internet a également aidé à constituer un public mondial. Les campagnes mondiales telles que Jubilé, Abolissons la pauvreté, ou Avaaz permettent de mobiliser rapidement de vastes réseaux de gens prêts à se faire entendre en exerçant une pression sur les dirigeants politiques et en participant à de grandes manifestations de solidarité.

L'Internet facilite aussi l'essor des communautés d'intérêt, qui donnent l'occasion aux gens de partager leurs meilleures pratiques, d'amasser de l'argent ou de créer de nouvelles organisations et élaborer de nouvelles approches.

h. Tendances chez les donateurs

Au Canada, 22,4 millions de Canadiens ont donné environ 8,9 milliards \$ à des organismes caritatifs, soit une moyenne de 400 \$ par donateur. Le développement international³⁷ a reçu quatre pour cent des dons, qui ont été versés par sept pour cent des donateurs. Le montant total des dons augmente, mais les donateurs sont moins nombreux et les dons, plus importants. Les donateurs les plus généreux sont généralement plus âgés, ont un niveau de scolarité ainsi qu'un revenu annuel plus élevés que la moyenne³⁸.

Aujourd'hui, bon nombre de donateurs ne se contentent plus de faire un legs testamentaire, ou simplement un chèque, à une organisation caritative. Plus proactifs, ils repèrent les enjeux auxquels ils veulent

Les nouveaux philanthropes stratégiques

- Beaucoup d'entrepreneurs qui sont « fils de leur œuvre »
- Plus subtils, plus engagés
- Très centrés sur les résultats
- Riches, talentueux avec du temps libre
- Intéressés à être partenaires
- Cherchent un effet de levier : dons + prêts, quasi-équité et stratégies de changement social
- Adoptent des approches s'inspirant de l'esprit d'entreprise

³⁷ Cette catégorie inclut les organismes qui favorisent la compréhension culturelle entre peuples ayant des pays et des antécédents différents, ceux qui apportent des secours d'urgence ou qui font la promotion du développement et du mieux être à l'étranger. Voir *Canadiens dévoués, Canadiens engagés*

http://www.donetbenevolat.ca/pdf/ECDBP_Rapport_2004_fr.pdf

³⁸ *Ibid.*

s'associer, partent visiter les régions où ils pensent pouvoir faire changer des choses, et demandent conseil dans le but de prendre des décisions plus stratégiques.

Les intérêts des donateurs sont de plus en plus ciblés; leur désir de s'engager, plus manifeste et plus urgent. En fait, on trouve chez eux de nombreux traits qui sont caractéristiques de l'approche d'entreprise présentée précédemment³⁹. L'orientation de ces nouveaux donateurs stratégiques pose un défi pour les OSC canadiens qui cherchent à modifier leur rapport avec les OSC du Sud en manifestant moins d'intérêt pour les projets à court terme, au profit des programmes à plus long terme, y compris le financement des activités de base.

i. Les organisations de femmes

Les organisations de femmes manquent de financement, et cela inquiète. En réponse à ce problème, l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) a lancé, en 2004, *Où est l'argent pour les droits des femmes?*, une recherche-action pluriannuelle visant à mieux comprendre les tendances en matière de financement de la défense des droits des femmes, et à accroître le nombre des ressources visant à appuyer le mouvement féministe et les organisations de droits des femmes. L'AWID a produit deux rapports importants traitant des défis auxquels les organisations de femmes font face, ainsi que de quelques solutions possibles⁴⁰.

D. LE CONTEXTE AU CANADA

Au Canada, les philanthropes sont moins en vue et sont peu nombreux, mais leur nombre s'accroît et plusieurs d'entre eux ont un intérêt marqué pour les enjeux mondiaux. En 2002, Jim Balsillie, de Research In Motion (RIM), a investi 30 millions \$ dans la mise sur pieds du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, et a versé 50 millions \$ à la Balsillie School of International Affairs. Joelle Berdugo Adler, de Diesel jeans, a créé OneXOne, une fondation qui vient en aide aux enfants au Canada et dans le monde. Le milliardaire John McCall McBain concentre l'action de sa fondation (basée à Genève) sur l'éducation et la santé en Afrique subsaharienne, le changement climatique, et l'entreprise sociale. Guy Laliberté, du Cirque du Soleil, a créé la Fondation One Drop qui lutte contre la pauvreté et qui cherche à faciliter l'accès à l'eau pour tous⁴¹. Et il y a évidemment l'infatigable Stephen Lewis, qui fait campagne en appui à la justice dans les pays africains, et dont la fondation éponyme a réuni des grands-mères africaines et canadiennes dans la lutte contre le sida.

Le secteur des fondations canadiennes est relativement jeune et modeste mais en croissance. En 2005, plus de 8 800 fondations étaient enregistrées à l'Agence du revenu du

³⁹ Texte tiré de la présentation de Tim Draimin lors de l'Assemblée annuelle du CCCI, en mai 2008.

⁴⁰ <http://www.awid.org/fre/A-Propos-de-l-AWID/Initiatives-de-l-AWID/Ou-est-l-argent-pour-les-droits-des-femmes>

⁴¹ Les frais d'exploitation de la fondation sont couverts par une contribution de 100 millions \$ sur 25 ans de M. Laliberté.

Canada; environ 2 900 étaient actives. L'engagement international des fondations canadiennes est assez limité. Seulement trois pour cent du financement des fondations vont à des activités internationales, *toutes catégories confondues*, et seulement un pour cent, environ, va à des activités que l'on peut considérer comme du développement international.

Nous pouvons prévoir, au cours des prochaines décennies, que des richesses considérables vont changer de main et qu'une foule de gens ayant accès à des ressources financières importantes voudront changer des choses. Beaucoup seront intéressés par les enjeux mondiaux. Mais l'infrastructure philanthropique au pays n'est pas au point, et il y a peu d'appui pour les nouveaux philanthropes qui veulent explorer les octrois mondiaux. Certains se sont d'ailleurs tournés vers des organismes étasuniens, tel que *Grantmakers Without Borders*. Pourquoi les OSC canadiennes ne saisiraient-elles pas l'occasion de corriger une lacune, en accompagnant les intéressés ainsi qu'en les rapprochant des autres philanthropes et des autres acteurs clés dans les pays où elles interviennent?

Au Canada, on discute d'entrepreneuriat social, d'innovation sociale et de financement social surtout à l'échelle du pays. Dans le mouvement d'économie sociale au Québec et au sein du réseau de développement économique communautaire ailleurs au Canada, les entreprises sociales se sont énormément développées. Causeway, fruit d'une collaboration nationale, met en place un marché de finance sociale dans le but d'investir dans l'innovation sociale au service du bien public. Dans le plan d'action issu d'un sommet des leaders du secteur bénévole, tenu en mai 2008, on s'est engagé à explorer le financement social. Il a également été question de la banque caritative Vartana, qui est censée ouvrir ses portes en 2009 et dont le rôle sera de répondre aux besoins du secteur bénévole. Les OSC internationales du Canada appliquent ces concepts principalement dans le champ du développement économique communautaire, en particulier le microcrédit.

E. LES IMPLICATIONS DE CES TENDANCES POUR LES OSC INTERNATIONALES DU CANADA

Comment les OSC du Canada vont-elles réagir à ces tendances? La question est complexe. Il est peu probable, nous l'avons déjà dit, que les subventions accordées par les fondations canadiennes pour le développement international croissent considérablement dans un avenir proche. Lors des rencontres organisées par le CCCI au printemps dernier, les participants (les fondations et les OSC) ont noté les tendances positives dans la philanthropie mondiale : une tendance démographique, où les diasporas envoient toujours plus d'argent dans leur pays d'origine; un accroissement de la richesse chez les plus jeunes, qui sont davantage tournés vers le monde; une conscience plus sensible aux problèmes d'environnement, du VIH/sida et d'autres problèmes à l'échelle mondiale. Par contre, ils ont aussi constaté que le grand public connaissait mal le domaine de la coopération internationale en général, et en particulier les ONG canadiens, constatation que l'on retrouve aussi dans une étude récente de la fondation Muttart. En effet, sur dix catégories d'organisations caritatives, celle qui regroupe les organisations œuvrant en développement international vient au dernier rang

quant au niveau de confiance du public⁴². En raison de ce manque de connaissance et de confiance, les OSC internationales du Canada ont peu de chance de bénéficier du prochain transfert intergénérationnel de richesse. Selon les participants, modifier ces points de vue exigerait de vastes campagnes d'éducation du public afin de faire comprendre plus en profondeur les enjeux du développement et le travail des OSC. Cela pourrait aussi exiger que les OSC changent leurs façons de travailler.

La force des OSC de coopération internationale, c'est leur connaissance des acteurs clés, leurs meilleures pratiques, leurs réseaux mondiaux, et leurs partenariats. Avec ce savoir-faire, pense Tim Draitmin⁴³, les OSC pourraient jouer un important rôle dans le rapprochement des nouveaux philanthropes, en les mettant en contact les uns avec les autres, selon leurs intérêts particuliers, et en les associant aux initiatives dynamiques en cours sur le terrain.

Pour ce qui est des enjeux plus vastes, les OSC canadiennes peuvent mieux comprendre les concepts, les théories du changement sous-jacentes, ainsi que les échecs et les succès de leurs applications pratiques. Le deuxième niveau d'action est l'appui à donner à leurs partenaires du Sud pour qu'ils acquièrent une meilleure prise sur les ressources et exercent un meilleur contrôle de leur utilisation, des processus et des décisions qui les touchent. Elles peuvent commencer à explorer divers moyens pour renforcer la philanthropie dans le Sud. Si la croissance d'une structure philanthropique plus forte et apte à encadrer les dons mondiaux constitue un projet à long terme, il y aurait peut-être lieu, à moyen terme, de trouver une façon de guider les nouveaux philanthropes dans l'exploration d'un éventuel engagement dans les enjeux mondiaux. Voici, à l'intérieur de ces grandes directions, quatre points sur lesquels les OSC peuvent discuter et agir :

a. Accroître la reddition de comptes et la participation démocratique

- Appuyer les OSC du Sud dans le suivi, la recherche et le plaidoyer au sujet des nouvelles initiatives telles que AGRA.
- Faire du lobby auprès des organes concernés pour qu'ils fassent participer de plus près les OSC du Sud à la planification et au développement des nouvelles initiatives.
- Continuer de renforcer la capacité des partenaires du Sud à se fixer des priorités, à explorer les choix politiques, et à susciter une réflexion novatrice sur les grands enjeux mondiaux.
- Appuyer davantage les femmes et leurs organisations dans le Sud.

b. Renforcer la philanthropie dans le Sud

- Aider à créer des institutions et des mécanismes financiers contrôlés dans le Sud, tels que des fonds régionaux et des fondations.
- Aider les OSC du Sud à développer leur capacité de mobiliser des ressources.

⁴² Pour voir le tableau comparant les catégories d'organisations caritatives, allez dans <http://www.muttart.org/download/TAC2006/TAC2006-National-TrustInTypesOfCharities.pdf>

⁴³ Draitmin *op cit.*

- Solliciter des fonds accrus au profit des organisations et des réseaux de femmes.
- Faire plus d'espace aux activités de développement des diasporas.

c. Faire mieux comprendre au public les enjeux du développement

- Intensifier l'engagement du public afin que celui-ci comprenne mieux le travail des OSC – surtout les approches de développement qui fonctionnent – et le rôle central des OSC du Sud dans la promotion du développement.
- Continuer à miser sur les nouvelles technologies de l'information pour susciter la participation de publics différents.
- S'assurer que les images et les messages utilisés pour amasser des fonds ne renforcent pas les stéréotypes.

d. Se lier au milieu philanthropique canadien pour accroître les dons mondiaux

- Explorer des façons de se lier aux philanthropes canadiens qui partagent nos intérêts et les brancher sur les organismes, les individus et les programmes intéressants à l'étranger – faciliter leur apprentissage par des séjours d'étude et des séances d'information.
- Collaborer avec les organismes existants, telle la fondation Tides Canada et d'autres fondations intéressées à promouvoir l'octroi mondial.
- Maintenir la communication avec Fondations Philanthropiques Canada et Fondations communautaires du Canada.
- Contacter les acteurs au pays qui explorent l'innovation sociale, l'entreprise sociale et le financement social, et se lier avec les initiatives similaires à l'étranger.

F. RÉFÉRENCES CHOISIES

Ambrose, Natalie, *Global Philanthropy*, novembre 2005, Council on Foundations, http://www.cof.org/files/Documents/Emerging_Issues/EI%20for%20Philanthropy/Global_Philanthropy.PDF

Alliance est un magazine du R.-U. sur la philanthropie et l'investissement social dans le monde; nombreux articles utiles, certains sont gratuits, d'autres exigent l'abonnement. <http://www.alliancemagazine.org/> .

ARFCE et Norvège, *Evolving Aid Landscape in Africa and the Role of Private Philanthropy Concept Paper - January 17, 2008*. Disponible à : http://www.norad.no/default.asp?V_ITEM_ID=12342

Bishop, Matthew et Michael Green, *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World*, Bloomsbury Press, 2008.

Bishop, Matthew, "A Tarnished Capitalism Still Serves Philanthropy", *The New York Times*, 11 novembre

2008. http://www.nytimes.com/2008/11/11/giving/11MARKET.html?_r=3&ref=giving&oref=slogin

Brainerd, Lael et Vinca LaFleur, *Making Poverty History? How Activists, Philanthropists, and the Public Are Changing Global Development*, Table ronde Brookings Blum

2007. http://www.brookings.edu/reports/2008/~//media/Files/rc/reports/2008/02_global_development_brainard/02_global_development_brainard.pdf

Caledon Institute of Social Policy, *Money and Meaning: Blended Value in Community Enterprise*, Caledon Commentary, février

2007. <http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/615ENG.pdf>

Draimin, Tim, *Philanthropic Trends & International Development*, présentation PowerPoint, Assemblée annuelle du CCCI, mai 2008.

Edwards, Michael, *Just Another Emperor? The Myths and Realities of Philanthrocapitalism*

© 2008 Michael Edwards, Demos: A Network for Ideas & Action, The Young Foundation. http://www.justanotheremperor.org/edwards_WEB.pdf

Edwards, Michael, *Philanthrocapitalism: old myths, new realities*, 17 novembre

2008. <http://www.opendemocracy.net/article/philanthrocapitalism-the-myths-and-realities-of-the-myths-and-realities>

Blogue du Global Philanthropy Forum sur le

philanthrocapitalisme : <http://philanthropyforum.blogspot.com/2008/05/democratic-leaders-lean-on.html?showComment=1216479120000>

Hudson Institute, Center for Global Prosperity, *The Index of Global Philanthropy, 2008*, <https://www.hudson.org/files/documents/2008%20Index%20-%20Low%20Res.pdf>

Imagine Canada, *Canadiens dévoués, canadiens engagés : points saillants de l'Enquête canadienne de 2004 sur le don, le bénévolat et la participation*, juin

2006. http://www.donetbenevolat.ca/pdf/ECDBP_Rapport_2004_fr.pdf

Marten, Robert et Jan Witte, *Transforming Development? The role of philanthropic foundations in international development cooperation*, document de recherche du GPPI, série n° 10

(2008). http://www.gppi.net/fileadmin/gppi/GPPIRP10_Transforming_Development_20080526final_01.pdf

Tomlinson, Brian, *Funding International Development: Revenue Trends For 60 Canadian International Civil Society Organizations, 1994 – 2004*, CCCI, 2006.

ANNEXE A

Définitions

Base de la pyramide

La base, ce sont les 4 milliards d'individus vivant avec moins de 2 \$ par jour, soit le groupe socio-économique le plus nombreux et le plus pauvre. Prahalad, qui a élaboré le concept, affirme qu'à la base de la répartition globale du revenu (ou pyramide) il y a un marché colossal et inexploité qui pourra permettre aux plus démunis de s'émanciper de la pauvreté, lorsque ce marché aura été approvisionné en biens que les populations pauvres peuvent se permettre d'acheter et de vendre, ce qui insufflera une nouvelle dynamique sociale et politique⁴⁴.

Entrepreneur social

Quelqu'un qui travaille selon un modèle entrepreneurial, pour le bien de la collectivité ou du public et non pour faire du profit⁴⁵.

Entreprise sociale

Société dont les objectifs sont, avant tout, sociaux ou environnementaux et dont les surplus sont réinvestis principalement dans l'entreprise ou dans la collectivité, au lieu d'être versés aux actionnaires et aux propriétaires⁴⁶.

Financement social

Approche viable de gestion de l'argent, qui rapporte des dividendes environnementaux et sociaux et produit un rendement économique, et ce, par le biais d'entreprises sociales fonctionnant dans les sphères du sans but lucratif et du mieux-être public, d'où la triple résultante.

Innovation sociale

Une innovation sociale est « un produit, procédé ou initiative qui change profondément les croyances et les façons de faire habituelles ainsi que le flux de l'autorité et des ressources d'un système social, par l'incitation à une plus grande résilience. Les innovations sociales sont durables, elles ont de l'impact et de l'ampleur⁴⁷. »

Marchés du capital social⁴⁸

Le flux du numéraire vers des choses dont les humains ont besoin, tels que :

- Microcrédit
- Commerce équitable
- Soins de santé, soins de la vue

⁴⁴ Edwards p. 72

⁴⁵ Edwards p. 14

⁴⁶ Draimin, présentation au CCCI, mai 2008

⁴⁷ Frances Westley <http://www.sig.uwaterloo.ca/>

⁴⁸ Draimin, Assemblée annuelle du CCCI, mai 2008

- Entreprise sociale
- Développement communautaire
- Technologie propre
- Immeubles verts, à but non lucratif
- Base de la pyramide

Philanthrocapitalisme

Application des pratiques et des méthodes d'affaires à la philanthropie; aménagement de la force du marché pour réaliser les objectifs de changement social. Le philanthrocapitaliste s'attend souvent à ce que son investissement dans les programmes sociaux produise un rendement financier ou d'entreprise à long terme, ou des avantages secondaires.

Étroitement aligné sur la philanthropie d'entreprise et les entreprises sociales, il recoupe ces dernières peu ou prou selon les définitions.

Philanthropie d'entreprise

Application des principes et pratiques propres au capital de risque (investissement à long terme, renforcement des capacités, etc.) aux organismes à but non lucratif. La philanthropie d'entreprise aide lesdits organismes à planifier, à démarrer et à gérer de nouveaux programmes ou entreprises à vocation sociale⁴⁹.

Responsabilité sociale des entreprises

Terme parapluie englobant une grande variété d'activités qui relie le monde des affaires à des buts sociaux et environnementaux, par le biais de ses modèles de gestion, de ses chaînes de production et de son fonctionnement.

Valeurs intégrées

Le concept de valeurs intégrées implique que toutes les organisations, à but lucratif ou non lucratif, créent une valeur à trois composantes - économique, environnementale et sociale - et que tous les investisseurs (liés au marché, caritatifs ou mélange des deux) intègrent simultanément ces trois valeurs en fournissant des capitaux aux organisations⁵⁰.

⁴⁹ <http://en.wikipedia.org/wiki/Philanthrocapitalism>

⁵⁰ <http://www.socialedge.org/discussions/success-metrics/plonearticlemultipage.2006-09-28.2092625529/interview-what-is-blended-value>